

## France: Services de conseil en bâtiment

### DLT-B24-09892-YC - PRESTATION D'ASSISTANCE SECURITE CHANTIER ENVIRONNEMENT

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

#### 1 Acheteur

---

##### 1.1 Acheteur

*Nom officiel:* COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES - DIF

*Forme juridique de l'acheteur:* Organisme de droit public

*Activité du pouvoir adjudicateur:* Enseignement

#### 2 Procédure

---

##### 2.1 Procédure

*Titre:* DLT-B24-09892-YC - PRESTATION D'ASSISTANCE SECURITE CHANTIER ENVIRONNEMENT

*Description:* Prestation d'Assistance Sécurité Chantier Environnement (ASCE) pour deux projets simultanés : un projet de rénovation de Centrale d'Energie Secourue (CES) et un projet de construction d'un nouveau bâtiment (LASER) du centre CEA/DAM Île-de-France (CEA/DIF), situé à Bruyères-le-Châtel. La prestation concernera aussi l'ancienne centrale d'Energie Secourue. La prestation consistera en la surveillance active au quotidien de la sécurité et de la protection de l'environnement lors de l'exécution des travaux objets des deux projets cités.

*Identifiant de la procédure:* 4e1bc750-956f-4c8d-83d1-c5f96760ea2c

*Identifiant interne:* DLT-B24-09892-YC

*Type de procédure:* Restreinte

*La procédure est accélérée:* non

*Justification de la procédure accélérée:*

*Principales caractéristiques de la procédure:*

##### 2.1.1 Objet

*Nature du marché:* Services

*Nomenclature principale (cpv):* 71315200 Services de conseil en bâtiment

*Nomenclature supplémentaire (cpv):* 71313000 Services de conseil en ingénierie de l'environnement

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

*Adresse postale:* COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES - DIF Domaine du grand Rué Bruyères-le-Châtel

*Ville:* Arpajon

*Code postal:* 91297

*Subdivision pays (NUTS):* Essonne (FR104)

*Pays:* France

##### 2.1.4 Informations générales

*Informations complémentaires:* 1/ INFORMATIONS GENERALES La réglementation applicable à la présente procédure est définie par le code de la commande publique. Toutefois, s'agissant d'un appel d'offres restreint, seul un dossier de candidature est à soumettre à ce stade. En effet, seuls les candidats retenus par le CEA seront invités à remettre une offre technique et financière. 2/PRESENTATION DES CANDIDATURES Les entreprises candidates doivent fournir à l'appui de leur candidature: - le formulaire DC1 (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants) ou équivalent. - le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), ou équivalent. Les formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Économie,

de l'Industrie et de l'Emploi : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> - la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire ou dans une procédure étrangère équivalente. - pour information, les attestations de régularité fiscales et sociales Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R2143-3 du CCP, téléchargeable à l'adresse suivante : <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr> En cas de groupement, ce dernier doit revêtir la forme d'un groupement momentané d'entreprises (GME) solidaire ou à défaut d'un GME conjoint. En tout état de cause, le mandataire doit être solidaire de tous les membres du groupement. Il est interdit de cumuler les candidatures : - en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements y compris en tant que mandataire ; - en tant que membre d'un groupement et mandataire d'un autre. Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des dispositions du code de la commande publique. Le formulaire DC4 est à compléter pour chaque demande d'acceptation de sous-traitant. Les entreprises nouvellement créées sont autorisées à présenter leur candidature. Si elles ne sont pas en mesure de produire certains des documents demandés dans le présent avis de marché, elles peuvent justifier de leurs capacités financières et professionnelles par d'autres moyens que ceux indiqués dans le présent avis et notamment par la présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables. 3/ CONDITIONS PARTICULIERES DE L'EXECUTION DU MARCHE En raison de la teneur de la prestation, les candidats ne doivent avoir aucun lien juridique ou contractuel ou financier, de nature à créer une situation de conflit d'intérêts, au sens de l'article L2141-10 du code de la commande publique, avec les entreprises titulaires des marchés sur lesquels porte la prestation. 4/ CONFIDENTIALITE ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES En application de l'article R2132-5 du code de la commande publique, afin de protéger la confidentialité de certaines informations, certains documents de la consultation seront mis à disposition des seuls candidats admis à soumissionner. Les documents de la consultation contiennent des informations sensibles et font l'objet d'une mention particulière « Diffusion Restreinte », visant à garantir leur confidentialité. Afin de permettre l'envoi de ces documents (en phase offre) sous format informatique via la plateforme PLACE ou via support amovible (Clé USB, CD ROM), les candidats doivent retourner à l'appui de leur candidature le document « Engagement du Soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte - déclinaison en règles de sécurité informatique » dûment signé. Dans le cas contraire, les documents sensibles ne pourront pas faire l'objet d'un envoi électronique et seront adressés sous format papier uniquement par courrier suivant les dispositions de l'IGI 1300 du 9.08.2021. Le présent avis, le règlement de consultation - phase candidature et l'engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information DR sont à retirer sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

*Base juridique:*

Directive 2014/24/UE

### **2.1.6 Motifs d'exclusion**

*Sources des motifs d'exclusion:* Avis

Corruption: Les cas d'exclusion à l'appréciation de l'acheteur sont prévus à l'article L2141-5 du code de la commande publique

## **5 Lot**

---

### **5.1 Identifiant technique du lot: LOT-0001**

*Titre:* DLT-B24-09892-YC - PRESTATION D'ASSISTANCE SECURITE CHANTIER ENVIRONNEMENT

*Description:* Part ferme : - Poste 1 : Missions d'ASCE pour la création du bâtiment Centrale Energie Secourue (CES) - 20 mois ; - Poste 2 : Missions d'ASCE pour la création du bâtiment LASER - 9 mois ; - Poste 3 : Missions d'ASCE pour l'ancienne centrale secourue - 24 mois.

*Identifiant interne:* DLT-B24-09892-YC

#### **5.1.1 Objet**

*Nature du marché:* Services

*Nomenclature principale (cpv): 71317210 Services de conseil en matière de santé et de sécurité*

*Nomenclature supplémentaire (cpv): 71317210 Services de conseil en matière de santé et de sécurité*

*Options:*

*Description des options:* Option 1: prolongation du poste 1 (Missions d'ASCE pour la création du bâtiment Centrale Energie Secourue) pour 2 mois supplémentaires. Option 2 : prolongation du poste 1 (Missions d'ASCE pour la création du bâtiment Centrale Energie Secourue) pour 2 mois supplémentaires à l'issue de l'option 1. Option 3 : prolongation du poste 2 (Missions d'ASCE pour la création du bâtiment LASER ) pour 1 mois supplémentaire. Option 4 : prolongation du poste 2 (Missions d'ASCE pour la création du bâtiment LASER ) pour 1 mois supplémentaire à l'issue de l'option 3.

### **5.1.2 Lieu d'exécution**

*Ville:* COMMISSARIAT A L' ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES

*Subdivision pays (NUTS):* Essonne (FR104)

*Pays:* France

*Informations complémentaires:*

### **5.1.3 Durée estimée**

*Durée:* 24 Mois

### **5.1.6 Informations générales**

*Participation réservée:* La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

*Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP):* oui

*Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME):* oui

### **5.1.9 Critères de sélection**

*Sources des critères de sélection:* Avis

*Critère:* Autres exigences économiques ou financières

*Description:* CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE : Un dossier de présentation du candidat, et le cas échéant de chaque cotraitant, comprenant entre autres : - les caractéristiques de l'entreprise : statuts, forme juridique, composition du capital, principaux actionnaires, participations, représentants engageant l'entreprise, effectif total, dimensions, activités, organigramme ; pour information un extrait-K-bis ou équivalent - une attestation d'assurance en cours de validité pour le candidat et chaque cotraitant ; - le chiffre d'affaire global et le CA concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ; - les trois derniers bilans et comptes de résultat des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ; - Lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe. Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes renseignements et documents concernant son/ses sous-traitants. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce(s) sous-traitant(s) pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié. Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre des dispositions du code de la commande publique. Le formulaire DC4 est à compléter pour chaque demande d'acceptation de sous-traitant. La sous-traitance totale est interdite.

*Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure*

*Critère:* Autres exigences économiques ou financières

*Description:* CAPACITE TECHNIQUE : La sélection des candidats se fera sur les critères suivants : - les références professionnelles. L'atteinte de ce critère sera démontrée par un dossier précis et détaillé mentionnant le nombre et la nature des projets similaires en terme de technicité et d'enjeux réalisés par l'entreprise au cours des 3 dernières années). Sera aussi démontrée la capacité à intervenir sur des projets multi-chantiers et/ou de grande envergure. - l'expérience spécifique de l'entreprise dans le domaine. L'atteinte de ce critère sera démontrée par un dossier présentant l'expertise développée dans des secteurs similaires (construction, infrastructures, industrie, projets en zones sensibles) et les réalisations illustrant la capacité de l'entreprise à

gérer des problématiques spécifiques (risques industriels, gestion des déchets, nuisances environnementales).  
- les capacités organisationnelles et moyens humains de l'entreprise. L'atteinte de ce critère sera démontrée par un dossier présentant la taille et structure de l'entreprise mais aussi la qualification globale du personnel. Seront aussi présentés les profils types des intervenants (qualifications, ancienneté, habilitations et diplômes, CV non nominatifs). L'organisation pressentie sera notamment présentée avec, le cas échéant, l'organisation au sein du groupement et/ou la démonstration de sa capacité à maîtriser la sous-traitance. - l'organisation et la qualité. L'atteinte de ce critère sera démontrée par un dossier présentant les procédures, l'assurance qualité, les certifications ou qualifications en cours de validité et en adéquation avec le domaine de la prestation attendue ;  
- la capacité de mobilisation et réactivité (l'organisation mise en place pour répondre rapidement aux besoins d'intervention mais aussi la démonstration de la capacité à ajuster les ressources en fonction de l'évolution des projets). La preuve de la capacité technique du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. Chaque entreprise candidate (le mandataire et chacun des cotraitants dans le cadre d'un groupement) devra présenter ces éléments. Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié.

*Les critères seront appliqués pour sélectionner les candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure*

*Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes:*

*Nombre minimal de candidats à convoquer pour la seconde étape de la procédure: 5*

*La procédure se déroulera en plusieurs étapes. À chaque étape, certains participants peuvent être éliminés*

#### **5.1.10 Critères d'attribution**

*Description de la méthode à utiliser si la pondération ne peut être exprimée par des critères:*

*Justification de l'absence d'indication de la pondération des critères d'attribution:* Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés dans le dossier de consultation aux entreprises de la phase offres (cf. règlement de consultation)

#### **5.1.11 Documents de marché**

*L'accès à certains documents de marché est restreint*

*Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles:* français

*Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante:* <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

#### **5.1.12 Conditions du marché public**

*Conditions de la procédure:*

*Une habilitation de sécurité est requise*

*Description:* Ce marché est un marché « Secret » au sens de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale. Ce ne nécessite pas la détention d'informations et/ou de supports classifiés (ISC) par le titulaire dans ses locaux. En conséquence, le dossier de candidature doit impérativement contenir sous enveloppe séparée : - soit une attestation d'habilitation DGA en cours de validité, accompagnée d'une attestation de non changement (fait et droit) éditée par la personne morale candidate, depuis sa dernière habilitation, - soit un dossier complet de demande d'habilitation (pour tout renseignement contacter l'OS centre CEA DAM/IDF - Tél : 01 69 26 40 00 en lui précisant la référence du dossier DLT-B24-09892-YC). Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou des sous-traitants pressentis par les candidats audit marché. Ces documents devront parvenir au plus tard à la date limite de remise des candidatures mentionnée dans le présent avis. A défaut d'avoir fourni ses attestations ou la copie de sa demande dans le délai imparti, le candidat est réputé avoir renoncé à sa demande d'habilitation aux informations classifiées pour le présent marché et donc à sa candidature. Pour les candidats de droit étranger le dossier devra également contenir l'attestation

d'une habilitation appropriée délivrée par l'agence nationale de sécurité de l'Etat dont il relève. Cet Etat doit avoir conclu un accord de sécurité bilatéral ou multilatéral couvrant les échanges d'informations et/ou supports classifiés avec la France.

*Conditions de présentation:*

*Présentation par voie électronique:* Requise

*Adresse de présentation:* <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

*Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées:* français

*Catalogue électronique:* Non autorisée

*Variantes:* Non autorisée

*Date limite de réception des offres:* 24/03/2025 14:00 +01:00

*Conditions du marché:*

*Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés:* Non

*Facturation en ligne:* Requise

*La commande en ligne sera utilisée:* non

*Le paiement en ligne sera utilisé:* oui

*Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué:* Pour l'attribution du marché, le CEA impose que le groupement momentané d'entreprises soit : - un groupement solidaire ; ou (à défaut) - un groupement conjoint avec solidarité du mandataire Le groupement retenu sera contraint de revêtir cette forme. Il est interdit de cumuler les candidatures, en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements, y compris en tant que mandataire ; en tant que membre d'un groupement et mandataire d'un autre.

#### **5.1.15 Techniques**

*Accord-cadre:*

Pas d'accord-cadre

*Informations sur le système d'acquisition dynamique:*

Pas de système d'acquisition dynamique

#### **5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

*Organisation chargée des procédures de recours:* Tribunal administratif de Versailles -

*Informations relatives aux délais de recours:* Le référé pré-contractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché. Le référé contractuel peut être introduit dans les conditions des articles L551-13 et suivants du Code de la commande de justice administrative. Le recours en contestation de la validité du marché par un tiers peut être intenté dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées.

## **8 Organisations**

---

### **8.1 ORG-0001**

*Nom officiel:* COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES - DIF

*Numéro d'enregistrement:* 775 685 019 00082

*Département:* ESSONNE

*Adresse postale:* Domaine du grand Rué Bruyères-le-Châtel

*Ville:* ARPAJON

*Code postal:* 91297

*Subdivision pays (NUTS):* Essonne (FR104)

*Pays:* France

*Point de contact:* Yohan CELINI

*Adresse électronique:* [yohan.celini@cea.fr](mailto:yohan.celini@cea.fr)

*Téléphone:* +33169264000

Adresse internet: <http://www.cea.fr/>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL): <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Profil de l'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Rôles de cette organisation:

Acheteur

## 8.1 ORG-0002

Nom officiel: Tribunal administratif de Versailles

Numéro d'enregistrement: 17780005900012

Adresse postale: 56 avenue de Saint-Cloud

Ville: VERSAILLES

Code postal: 78000

Subdivision pays (NUTS): Yvelines (FR103)

Pays: France

Point de contact: TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE VERSAILLES

Adresse électronique: [greffe.ta-versailles@juradm.fr](mailto:greffe.ta-versailles@juradm.fr)

Téléphone: +33 1 39 20 54 00

Adresse internet: <http://versailles.tribunal-administratif.fr>

Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL): <http://versailles.tribunal-administratif.fr>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: fda74274-8e5c-47bd-802e-110208029db0 - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis: 11/02/2025 15:33 +00:00

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français